

La Corse : du régionalisme au nationalisme.

Jean-Bernard Adrey, PhD étudiant CESR, Université de Portsmouth

Mots-clés

le clan ; la Corse ; la culture corse ; FLNC ; le nationalisme ; le régionalisme ; U Riacquistu

Q. Quelles sont les raisons qui peuvent expliquer la montée du régionalisme nationalisme Corse au cours des années 70 ?

R. Ces raisons sont essentiellement économiques. La Corse a toujours ressenti un sentiment d'abandon de la part de la France. Elle est d'ailleurs sous-développée économiquement jusqu'à la fin des années 50. En 1957, la France entreprend enfin une politique de développement – le Plan d'Action Régional – elle vise essentiellement deux secteurs d'activité: l'agriculture (et surtout la viticulture) et le tourisme. Le problème qui se pose rapidement est que la France confrontée à la décolonisation de l'Algérie va faciliter l'implantation des Pieds-Noirs dans la plaine d'Aléria où l'essentiel du développement viticole a lieu. Ainsi donc, tous les investissements pour l'irrigation et toutes les facilités bancaires et fiscales bénéficient d'abord aux Pieds-Noirs. Les Corses qui attendaient cet effort gouvernemental pour le développement de l'île depuis deux siècles ont le sentiment une fois de plus d'avoir été spoliés. Quant au développement du tourisme, ils redoutent la Baléarisation de l'île, c'est à dire l'implantation massive de complexes touristiques dénaturant l'environnement insulaire auquel les Corses sont extrêmement attachés. C'est à ce moment que l'on voit les premiers attentats en Corse visant à détruire ces installations touristiques. Dans tous les cas, les Corses ont l'impression que le gouvernement cherche à exploiter la Corse sans les Corses.

Q. Y-a-t-il aussi des facteurs politiques expliquant cette montée du sentiment régionaliste ?

R. Oui, d'autres raisons contribuent aussi à la montée du régionalisme, qui sont plutôt d'ordre politique et socio-culturel. D'un point de vue politique, la contestation s'articule autour du rejet du système clanique.

Q. Qu'est ce que le système clanique ? Pourquoi est-il contesté ?

R. Le clanisme est un système d'organisation politique très répandu dans les sociétés méditerranéennes où la solidarité s'articule autour de la famille et de son extension dans la sphère politique, c'est-à-dire le clan. Les populations offrent sans condition leur vote au clan en échange de privilèges symboliques ou matériels. Par exemple, on vote pour le chef d'un clan et celui-ci en retour vous trouve un emploi, octroie un marché à votre compagnie, etc. Ce système 'souterrain' s'oppose aux principes de l'Etat de droit puisqu'il fonctionne sur les principes de passe-droits. Le clanisme, donc, tue la démocratie et étouffe l'initiative économique privée. Dans le contexte corse, les institutions républicaines se sont largement greffées sur les structures claniques ce qui a contribué à maintenir la Corse dans un état de sous-développement économique. Dans les années 60, alors que la France connaît un boom économique

sans précédent, les Corses écartés du développement économique de l'île s'en prennent tout naturellement aux clans. Les clans, en effet, perpétuent une forme d'économie qui s'appuie exclusivement sur le développement du secteur public. Le secteur public est un terrain privilégié de l'action clanique en ce qu'il permet d'octroyer à la clientèle des fidèles des emplois, des retraites, des pensions, des avantages de tout ordre. Certains Corses, face à la corruption et à l'immobilisme des clans, tant de droite que de gauche, adhèrent donc à la seule alternative politique dans l'île: le mouvement régionaliste.

Q. Et d'un point de vue socio-culturel ?

R. La renaissance de l'identité corse est la conséquence de deux phénomènes. D'une part, dans les années 60 beaucoup de Corses quittent leur village pour aller vivre en ville et y trouver un emploi. Or les villages sont les sanctuaires de l'identité corse. Pour le Corse, la corsitude est indissociable du village d'origine où l'on parle corse et où l'on maintient certaines traditions ancestrales. La ville au contraire est le lieu cosmopolite où l'on parle français et où l'on s'inscrit dans la modernité. D'autre part, la transmission familiale de la langue corse ne fonctionne plus. Elle ne permet plus d'assurer la reproduction de la communauté corsophone. L'idéologie républicaine a dévalorisé le corse et l'a réduit à un patois archaïque et rétrograde. Un des grands thèmes mobilisateurs du régionalisme sera la ré-appropriation culturelle et linguistique de l'héritage corse menacé par la modernité française.

Q. Au début des années 70 que se passe-t-il sur ce front culturel ?

R. 'U Riacquistu', un mouvement de reconquête de la culture et de la langue se développe. Ce mouvement prend deux directions. D'une part, il réclame le droit à l'enseignement scolaire du corse dans le cadre de l'école républicaine et la réouverture de l'université de Corse. Celle-ci avait été créée en 1764 par le père fondateur de la nation corse, Pasquale Paoli, mais fermée par les autorités françaises depuis 1769. Ce n'est qu'en 1982 que le gouvernement socialiste accédera à cette demande par sa réouverture à Corte, berceau symbolique du nationalisme corse.

D'autre part, ce mouvement de reconquête prend la forme d'une véritable croisade culturelle. Dans les villages de l'intérieur de l'île, des groupes de chanteurs, tel que 'Canta U Populu Corsu' ('Le Peuple Corse Chante'), organisent la mobilisation culturelle et politique de la jeunesse insulaire par l'enseignement et la pratique des chants polyphoniques, une des traditions séculaires corse. Ces chants en langue corse ravivent le fond identitaire corse et serviront à recruter de très nombreux militants culturels et régionalistes. Au début des années 80 certains groupes aux thématiques jugées subversives seront même interdits.

Q. Ici on parle toujours de régionalisme, mais pas encore de nationalisme. A partir de quand peut-on parler de nationalisme corse ?

R. La distinction entre régionalisme et nationalisme est difficile, car de nombreux thèmes et revendications sont communs aux deux mouvements. Néanmoins on peut situer la naissance du nationalisme corse au moment de la création du 'Front de Libération Nationale de la Corse' (FLNC) en 1976. La création de ce mouvement est la conséquence directe d'une action spectaculaire menée par les régionalistes dans une cave viticole d'Aléria pour dénoncer le scandale de la chaptalisation des vins par les

gros propriétaires viticoles. Ce processus qui consiste à rajouter du sucre au vin pour en augmenter le degré en alcool, pourtant illégal, était largement pratiqué par certains exploitants avec la complicité de l'administration locale qui fermait les yeux. Cette chaptalisation illégale avait pour effet de fragiliser la position économique et d'hypothéquer l'avenir des petits producteurs corses. Pour dénoncer ce scandale, un groupe d'activistes occupe une grosse cave viticole prenant des otages pour attirer l'attention des médias. Les forces de l'ordre répondront par la force. Le Ministre de l'Intérieur de Giscard, Michel Poniatowski, choisit la fermeté et la repression plutôt que le dialogue. Plus de 2,000 CRS sont dépêchés sur place et un affrontement armé s'ensuit qui se prolongera les nuits suivantes dans les rues de Bastia, faisant plusieurs victimes. A partir de là, l'Etat dissout le mouvement régionaliste corse auquel succedera le FLNC avec des revendications indépendantistes et la reconnaissance d'un 'peuple' corse. C'est à ce moment là que commence une lutte armée visant la présence de l'Etat sur l'île, que les diverses stratégies des gouvernements, de droite comme de gauche, n'ont pas encore su endiguer.